L'Orient-Le Jour
QUOTIDIEN LIBANAIS INDÉPENDANT DEPUIS 1924

« *Inacceptable* » : une polémique autour du voile expose une alliance fragilisée entre la Turquie et l'Azerbaïdjan

À l'heure où Ankara exhorte son « *petit frère* » de choisir son camp en s'éloignant d'Israël, Bakou semble vouloir une relation plus égalitaire.
L'OLJ / Par Noura DOUKHI, le 18 octobre 2026 à 23h00



Le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, reçoit son homologue israélien Isaac Herzog, à Bakou, le 14 octobre 2026. Photo diffusée par le gouvernement israélien

L'affaire a vite franchi la frontière. Après la décision de l'Azerbaïdjan, fin septembre, de durcir les règles vestimentaires imposées aux élèves et aux enseignants au nom de la laïcité, plusieurs personnes voilées affirment s'être vu refuser l'accès à leur établissement. Mais au-delà de la polémique au sein même du pays, la décision a provoqué des remous jusqu'en Turquie, allié historique de l'Azerbaïdjan. Celui-ci semble aujourd'hui vouloir sortir de l'ombre du « *grand frère* », avec lequel il diverge notamment sur la question des relations avec Israël.
La décision sur le voile s'inscrit dans la continuité de précédentes tentatives des autorités azerbaïdjanaises pour réglementer l'expression religieuse dans ce pays laïque, à majorité musulmane. « *Sans toutefois le nommer explicitement, le décret exclut le hijab en le considérant comme une tenue inadaptée à l'école* », pointe Javadbay Khalilzada, doctorant à l'université d'État de Kent. À la suite de manifestations contre le décret gouvernemental, des dizaines de personnes ont été arrêtées par les autorités. Des internautes ont également dénoncé des restrictions d'accès aux applications Instagram et TikTok, ce qui suscite des craintes d'une dérive autoritaire accrue.

Déjà-vu
Cette polémique n'a pas tardé à faire réagir en Turquie, où des personnalités proches du pouvoir ont critiqué le pays allié. Lundi 12 octobre, Oktay Saral, conseiller en chef du président turc, a dénoncé sur son compte X une mesure « *inacceptable* ». « ***Le voile n'est pas un obstacle, c'est une exigence de la foi ! Le droit à l'éducation ne peut en aucun cas être sacrifié à une quelconque imposition idéologique ! Nous attendons de l'Azerbaïdjan qu'il revienne sur cette erreur au plus vite*** », a-t-il ajouté.

Des propos auxquels le Parti du nouvel Azerbaïdjan, au pouvoir, a répondu dans un communiqué, les qualifiant de « ***populistes et irresponsables*** » et estimant qu'ils risquaient de ternir les relations avec la Turquie.

Ces tensions soulignent les différences d'approche entre les deux pays sur la place de la religion, l'attachement de Bakou à la laïcité – hérité de siècles de domination soviétique – contrastant avec le pouvoir islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan. D'autant que la signature de ce décret par l'Azerbaïdjan provoque un sentiment de déjà-vu en Turquie. Javadbay Khalilzada rappelle que, lors de son accession au pouvoir au début des années 2000, l'une des priorités du reïs était d'abroger les restrictions en vigueur concernant les tenues religieuses dans l'enseignement et la vie publique.
« *Le gouvernement Erdogan a fait de la levée de ces restrictions un élément important de son identité politique,* commente pour sa part Ümit Nazmi Hazır, analyste politique turc. *La question du voile a été l'un des facteurs-clés qui ont permis à Erdogan de gagner le soutien des électeurs islamistes et conservateurs*. »
Des divergences que les critiques publiques du proche conseiller du président turc ont transformées, aux yeux de Bakou, en une question d'ingérence dans ses affaires intérieures et de respect de sa souveraineté.
Même Kemal Kilicdaroglu, dirigeant du CHP, tenant de la ligne kémaliste, a appelé Bakou à faire marche arrière.

L'influence de l'Iran
Selon certains observateurs, la décision de l'Azerbaïdjan serait davantage liée à son voisin iranien qu'à la Turquie. « ***Le gouvernement azerbaïdjanais perçoit l'islam iranien comme plus influent et comme une menace pour son pouvoir que n'importe quelle autre force de la région, en raison de ses aspirations politiques*** », soutient Javadbay Khalilzada, alors que près de 65 % de la population azerbaïdjanaise est de confession chiite et que la République islamique abrite une importante minorité azérie, estimée à 25 millions de personnes. Le 2 octobre, lors du discours d'ouverture du 8e congrès de *son parti, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a déclaré que « l'espace* idéologique (du pays) *doit être exempt d'éléments étrangers et d'influences étrangères* ».
Le signe, selon certains, d'une crainte de voir le pays tomber sous l'influence de l'Iran, à travers son soutien aux groupes religieux en Azerbaïdjan. « ***Aujourd'hui, la laïcité n'est pas seulement un héritage historique pour l'Azerbaïdjan, c'est aussi une question de sécurité nationale***, pointe Ümit Nazmi Hazır. ***C'est l'un des principes fondamentaux qui protègent l'indépendance du pays et sa cohésion sociale contre les puissances étrangères cherchant à utiliser la religion comme un instrument d'influence politique*** ».

Reste que ce geste crispe davantage les relations déjà tendues entre Bakou et Ankara, unis par le slogan « *une nation, deux États* ». En toile de fond, notamment, le partenariat croissant entre l'Azerbaïdjan et Israël – sur les plans de l'armement, de l'énergie ou encore de la volonté commune de contenir l'influence iranienne, à l'heure où la guerre à Gaza a porté les liens entre Ankara et Tel-Aviv à leur plus bas niveau.

Historiquement, la Turquie jouait le rôle de « *grand frère* » dans ses liens avec l'Azerbaïdjan. Selon les analystes, ce dernier cherche aujourd'hui à évoluer vers un partenariat plus égalitaire. Un chantier où il pourrait jouer la carte israélienne ? Fait notoire, à l'heure où la brouille diplomatique bat son plein, le président israélien Isaac Herzog s'est rendu à Bakou pour un entretien avec son homologue.
« *Les dirigeants turcs exhortent l'Azerbaïdjan à choisir son camp – une exigence que les dirigeants azerbaïdjanais jugent inacceptable* », explique Altay Goyushov, chercheur et directeur de l'Institut de recherche de Bakou.

Les deux alliés iront-ils jusqu'à laisser leurs relations se dégrader, au risque de perdre de l'influence dans le Caucase du Sud et, plus largement, dans la région ?
« *Ils ont tout intérêt à contenir ces désaccords, compte tenu du degré élevé d'interdépendance économique qui les lie et de l'importance de leur partenariat stratégique au sens large* », suggère Sofie Bedford, chercheuse associée à l'Institut d'études russes et eurasiennes de l'université d'Uppsala, la Turquie constituant en outre un débouché pour le gaz azerbaïdjanais et une voie cruciale pour son exportation vers l'Europe.
« *Certains facteurs ne sont pas près de changer : la sécurité de l'Azerbaïdjan dépend fortement du soutien de la Turquie, les tensions finiront donc par s'apaiser*, juge Altay Goyushov. *Si les liens venaient à se détériorer de manière irréversible, Bakou pourrait être confronté à une menace existentielle, notamment de la part de la Russie, qui considère toujours ce pays comme faisant partie de sa sphère d'influence*. »